

UNE AUTONOMIE STRATÉGIQUE À RECONQUÉRIR



PIERRE VERZAT (81)
président de Syntec-Ingénierie,
président du directoire de Systra

Dans une acception étroite, l'autonomie stratégique désigne la capacité d'un pays à assurer sa survie face à une menace majeure, mais aussi à promouvoir ses intérêts dans le monde. Initialement centrée sur la défense et la diplomatie, cette question embrasse de vastes pans de l'économie qui touchent, notamment, la politique industrielle, le choix des technologies clés et la formation. Il s'agit aujourd'hui de jouer sur chacune de ces composantes pour permettre à la France et à ses entreprises – et, plus largement, à l'Europe – de maîtriser au mieux leur destin.

entiers de l'activité. Dans l'opinion publique, la mondialisation a pu alors faire figure de bouc émissaire idéal.

Le mythe de l'âge d'or de l'indépendance

Brisons d'abord le mythe de l'âge d'or de l'indépendance. Nos interactions avec les autres géographies ne datent pas d'hier. Dès l'Antiquité, le commerce mondial est une réalité. Avec le temps, les habitants de la France se sont habitués à disposer de soie, d'épices, de coton, de cacao... En retour, ils ont eu l'occasion de s'enrichir par le commerce de produits agricoles et manufacturés. Dans la période moderne, beaucoup de nos entreprises ont à leur tour tiré parti de l'ouverture au monde, en exportant mais aussi en bénéficiant d'innovations technologiques

Ce fut un des premiers enseignements tirés de la crise sanitaire : l'économie française, du fait de sa forte connexion avec le reste du monde, présente des fragilités susceptibles de se révéler au grand jour par temps de crise. Au printemps 2020, les masques, les respirateurs, certains médicaments nécessaires aux services de réanimation ont manqué à l'appel. Mais, au-delà du secteur sanitaire, la pandémie de Covid-19 et la désorganisation des chaînes d'approvisionnement qui s'est ensuivie ont mis en évidence un manque d'autonomie touchant des pans

REPÈRES

Il faudrait injecter de 50 000 à 60 000 ingénieurs chaque année dans les effectifs de nos entreprises. Or ils ne sont qu'environ 40 000 à sortir des écoles. Ce nombre a certes doublé depuis 1995, mais la demande s'accélère et il ne faudrait pas en venir à un *peak brain* – pour filer la métaphore du pic pétrolier que nous connaissons aujourd'hui. La ressource n'est pas infinie et elle demande à être développée systématiquement. Nous sommes passés d'une situation de relative abondance à un risque de pénurie lié à la dégradation de notre système éducatif et à la compétition mondiale qui attire nos meilleurs ingénieurs hors de France. S'y ajoute un phénomène démographique. Dans le nucléaire, par exemple, les personnes ayant participé à la construction des premières centrales sont en passe de quitter la vie active.

importées. C'est dire si la vision d'une France autosuffisante, s'efforçant de réintégrer le maximum de ressources productives pour tout faire elle-même, relève du fantasme. Sans parler du caractère illusoire d'une telle ambition, la priorité consiste d'abord à reconquérir une autonomie stratégique dans les domaines critiques.

Identifier les enjeux de dépendance critiques

Rien de plus fragilisant, pour une industrie, que d'être limitée dans le choix de ses fournisseurs s'agissant des matières premières vitales. Rien de plus inconfortable, pour un pays, que de se sentir « dans les mains » d'un autre sur des sujets ayant partie liée avec la souveraineté ou l'intégrité nationale. Les crises que nous avons vécues récemment sont les meilleures révélatrices de ces limites et de ces dépendances. Les anticiper et les préparer, c'est un excellent moyen pour sélectionner les priorités. Encore faut-il faire preuve d'un minimum de méthode, au risque de galvauder le terme « stratégique », en l'utilisant pour justifier toutes les dépenses.

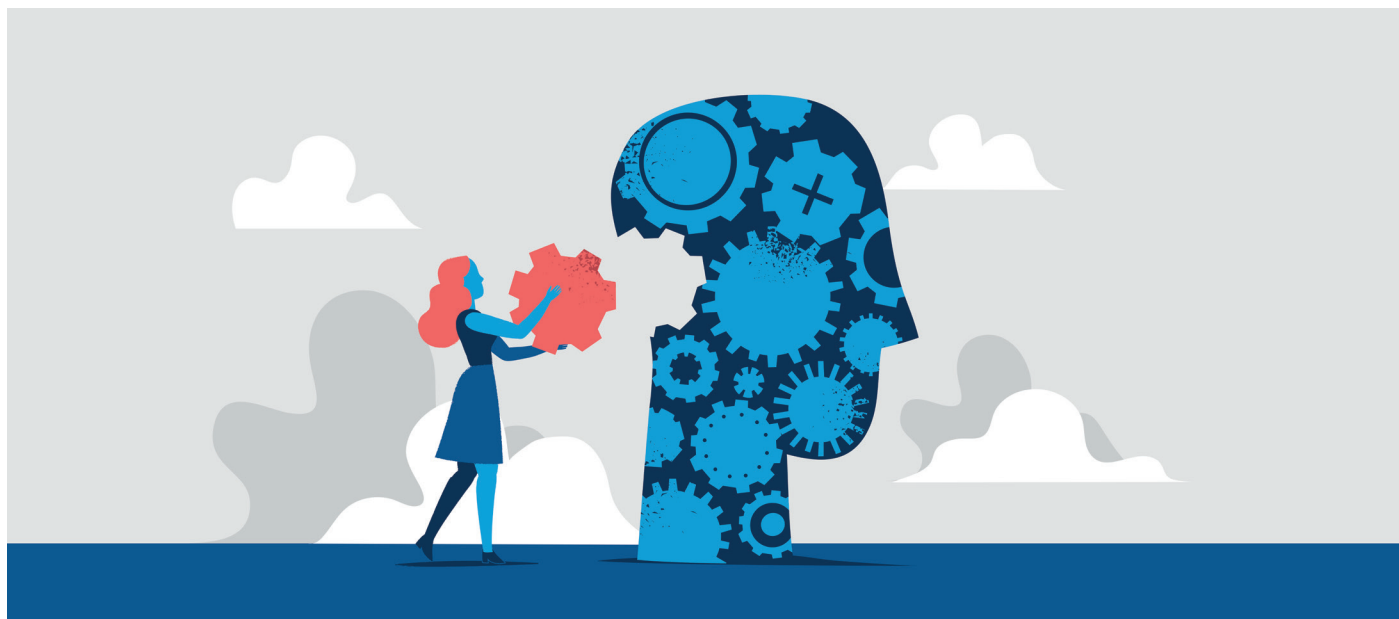
Comme n'importe quelle entreprise, l'État doit faire des choix afin de prioriser ses intérêts stratégiques. Comment sélectionner les objets sur lesquels se focaliseront les efforts de renforcement de l'autonomie ? En reprenant l'exemple de la stratégie d'acquisition des équipements militaires exposée par Laurent Giovachini (80) dans son ouvrage *Les Nouveaux Chemins de la croissance*, on peut retenir trois cercles. Le premier englobe les technologies vitales pour la survie de la nation et de la population, une catégorie à laquelle appartiennent les réalisations qui concourent à la dissuasion nucléaire ou bien à la sécurité des systèmes d'information. Le second cercle recouvre ce qui peut être partagé sans inconvénient majeur avec nos partenaires et nos alliés, à l'image, par exemple, de la production des avions de chasse, des chars de combat et des bâtiments de surface. Le troisième cercle regroupe les équipements pour lesquels les sources d'approvisionnement sont multiples, sûres et localisées en différents points du globe et qui, par conséquent, ne présentent pas de criticité particulière. Ce modèle paraît transposable en dehors de la sphère de la défense.

L'exemple de l'autonomie énergétique

Pour les plus anciens d'entre nous, la crise énergétique engendrée par la guerre en Ukraine rappelle étrangement le choc pétrolier de 1973, qui a suivi la guerre du Kippour. À l'époque, le réveil avait été cruel et s'était traduit, notamment, par le lancement de la construction de notre parc actuel de réacteurs nucléaires à eau pressurisée. Le

“Que notre réseau neuronal national fonctionne librement !”

choc mondial sur les prix du gaz et du pétrole révèle aujourd'hui le caractère vital de l'énergie pour les habitants et pour la nation. Dès lors, l'indépendance énergétique devient une condition majeure de notre autonomie stratégique. De ce point de vue, l'accélération de la relance du nucléaire annoncée par le Président de la République est prémonitoire, même si elle répondait d'abord aux questions de la transition climatique. Cette orientation résolue en faveur de l'atome ne va pourtant pas sans défi, à commencer par celui de la capacité matérielle et technologique mobilisable. Les difficultés rencontrées sur le chantier de construction du réacteur EPR de Flamanville ont mis en évidence la nécessité d'une organisation de pointe et d'une grande maîtrise industrielle des procédés de fabrication et de construction. L'hydrogène est un autre sujet de notre autonomie stratégique future. Indéniable levier potentiel de décarbonation pour notre économie, en particulier dans les secteurs du transport et de l'industrie, il ne concrétisera ses promesses qu'à condition d'être produit sans émission de gaz à effet de serre. La France a publié une stratégie nationale « hydrogène » qui vise à faire émerger une filière tricolore puissante. Là encore, il importera de faire des choix quant aux composants jugés comme stratégiques : électrolyseurs, stockage, transport, production, nouveaux procédés industriels à développer ou encore piles à combustible de forte capacité... Aujourd'hui, il y a beaucoup de bruit autour des →



© Hurcal

→ électrolyseurs, mais qui développe une filière de membranes 100 % française ? Dans l'hypothèse où la filière hydrogène prendrait forme, les acteurs nationaux devraient très vite veiller à maîtriser les composants clés ou à assurer leur approvisionnement auprès de pays amis. Syntec-Ingénierie, pour sa part, a appelé à un travail sur le référentiel de sécurité et de sûreté, dans la mesure où la souveraineté passe aussi par la maîtrise des normes. Au-delà des thèmes du nucléaire et de l'hydrogène, n'oublions pas notre première ressource naturelle : les cerveaux. Ainsi, concernant l'énergie destinée à la mobilité, une erreur de méthode serait à mes yeux de s'intéresser davantage au déploiement des solutions qu'à la bonne qualification des problèmes. Fixons un objectif d'indépendance et de décarbonation, et laissons ensuite nos ingénieurs et nos entreprises se consacrer à la recherche des optimisations entre l'énergie électrique, l'hydrogène, la capture du CO₂, les carburants de synthèse, les biocarburants, etc. Bref, faisons en sorte que notre réseau neuronal national fonctionne librement !

Pas d'autonomie stratégique sans des cerveaux en nombre

Dans l'énergie comme dans d'autres secteurs souverains tels que la biotechnologie ou l'intelligence artificielle, la question de l'autonomie renvoie, pour une part, à celle des compétences disponibles. Si l'on veut créer des écosystèmes de pointe, il faut pouvoir s'appuyer sur l'industrie de la connaissance. Autrement dit, sur une offre de services à haute valeur ajoutée portée par des salariés très qualifiés. Problème : il existe en France une distorsion entre le nombre d'étudiants formés et le besoin de talents. À titre d'illustration, il suffit de regarder les

*“S'appuyer
sur l'industrie
de la connaissance.”*

chiffres cités dans l'encadré (page 28). Mais tout n'est pas perdu et le monde de l'éducation semble disposé à engager des efforts. Créer de nouvelles filières d'enseignement, imaginer des dispositifs de seconde chance pour les personnes ayant quitté le dispositif éducatif ou qui ont fait l'objet d'une mauvaise orientation... Voilà quelques-unes des pistes susceptibles d'être suivies afin de muscler notre industrie de la connaissance et, par voie de conséquence, l'indépendance nationale dans les champs stratégiques. À nous, également, de rendre nos métiers plus attractifs pour garantir la montée en puissance (et en nombre) des ingénieurs et techniciens.

Penser la souveraineté à l'échelle de l'Europe

Après le premier cercle des enjeux vitaux vient celui des enjeux partageables avec nos voisins et alliés. Notre politique industrielle en fait partie. Dans ce domaine, l'étroite imbrication des pays européens et la nécessité de mobiliser des investissements importants plaident pour un projet commun. Celui de faire émerger au niveau du continent une approche claire, axée sur le développement de chaînes de valeur stratégiques et de nouvelles technologies clés. On cite souvent l'exemple d'Airbus, dont le succès repose d'abord sur l'autonomie industrielle du groupement d'intérêt économique initial. Mais, comme dans le cas d'Ariane où le poids prépondérant du CNES (Centre national d'études spatiales) a été décisif, une autre clé de réussite réside dans le leadership d'un ou deux États. Le modèle d'une Europe forte où les partenaires se font suffisamment confiance pour partager les éléments clés d'une véritable autonomie stratégique d'ensemble reste donc à inventer. X